

Un scandale déclenche à nouveau la polémique sur les bases militaires étasuniennes en Colombie.



Par Guillermo Alvarado

Un rapport révélant que des soldats étasuniens ont abusé sexuellement de dizaines de filles colombiennes et qu'ils ont en plus, vendu les vidéos pornographiques de ces agressions a suscité de nouveau la polémique concernant la présence de troupes nord-américaines dans ce pays qui est devenu la plus grande base militaire du Pentagone sur le sol latino-américain.

Il convient de rappeler les avertissements lancés dans et hors de la Colombie sur les risques découlant de l'accord signé en 2009 par le président colombien qui était alors Álvaro Uribe. À ce moment-là, le dirigeant colombien a donné à Washington sept bases militaires dans plusieurs coins du pays, ce qui évidemment portait atteinte à la souveraineté nationale.

Cet accord permet, entre autres aspects, que des sous-traitants civils portent des armes à usage militaire, et il accorde à tous les personnels l'immunité judiciaire, indépendamment du type de délit commis pendant leur séjour dans ce pays.

Protégés par ces privilèges, des soldats nord-américains ont violé au moins 54 filles dans les localités de Melgar et Girardot, qui sont près de la base de Toleimada, un important centre d'entraînement situé dans la région centrale de la Colombie.

Mais, ils sont allés au-delà: ils ont filmé les abus sexuels et ils ont vendu les vidéos, comme l'a dénoncé le rapport de la Commission historique du conflit armé.

Par ailleurs, l'accord signé par Uribe souligne qu'aucun d'eux ne peut ni être la cible d'une enquête, ni être jugé par les autorités colombiennes, ce qui rend plus grave l'infamie de ce délit.

Le document de la Commission historique du conflit armé, rédigé par l'universitaire Renán Vega Cantor, signale également que parmi les victimes figurent une petite fille de 12 ans. L'auteur a qualifié ces abus sexuels de "preuve de l'attitude sexiste et discriminatoire des troupes étasuniennes établies en Colombie".

En plus de Toleimada, l'armée nord-américaine occupe les bases de Malambo, dans l'Atlantique; Palanquero, dans la région de Magdalena Medio; Apiay; Cartagena et Bahia Málaga, dans le Pacifique; et Larandia, à Caquetá.

Il est évident que ces bases occupent des endroits stratégiques. Depuis ces bases, des objectifs peuvent être atteints dans des pays voisins, comme c'est le cas du Venezuela, de l'Équateur, de la Bolivie, et même du Nicaragua.

Le journal The Washington Post a publié en 2011 une dénonciation de Wikileaks sur l'emploi dans ces bases de drones à des fins d'espionnage, mais l'article remarquait que l'on ne pouvait pas écarter dans l'avenir l'emploi de ces avions télécommandés dans des attaques armées.

En outre, la militarisation de la Colombie par l'armée étasunienne est à l'encontre de la proclamation de l'Amérique Latine et La Caraïbe comme zone de paix, proclamation qui a eu lieu lors du deuxième Sommet de la CELAC, à la Havane, en janvier 2014

Donc, les raisons pour que le gouvernement du président Juan Manuel Santos décide de mettre fin à la présence de l'armée étasunienne dans son territoire, sont nombreuses. Cette mesure serait conforme à la nouvelle période que vit la région, de même qu'aux progrès faits dans les dialogues de paix avec les FARC-AP, les Forces armées révolutionnaires de la Colombie-Armée du peuple. Ce serait une décision courageuse, applaudie par la population et que les pays latino-américains et caribéens soutiendraient sans hésiter.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/55226-un-scandale-declenche-a-nouveau-la-polemique-sur-les-bases-militaires-etasuniennes-en-colombie>



Radio Habana Cuba